

Accord collectif

**PRÉVOYANCE DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE, DE CULTURES SPÉCIALISÉES,
D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS, DE VITICULTURE, DES CUMA ET DES ENTREPRISES
DE TRAVAUX AGRICOLES ET FORESTIERS
(Charente-Maritime)
(4 juin 2009)**

AVENANT N° 3 DU 23 JUILLET 2014

NOR : *AGRS1497320M*

Entre :

La FNSEA Charente-Maritime ;

Le syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers de la Charente-Maritime ;

La fédération des Charentes des coopératives d'utilisation de matériel agricole,

D'une part, et

La FNAF CGT ;

La FGTA FO ;

Le SGA CFDT ;

La section interdépartementale du SNCEA CFE-CGC ;

La fédération agriculture CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le 2 de l'article 1^{er} est modifié comme suit :

« 2. Salariés couverts

Sont couverts par le présent accord tous les salariés non cadres des entreprises visées au 1 du présent article sans condition d'ancienneté, à l'exclusion des cadres ressortissant à la convention collective nationale de prévoyance du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles et relevant de la caisse de retraite complémentaire des cadres en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée.

Ils seront ci-après désignés "salariés". »

Article 2

Le 1 de l'article 4 est modifié comme suit :

« 1. Conditions et modalités d'indemnisation

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment justifiée par un arrêt de travail et ouvrant droit aux indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale, les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires versées par Agri-Prévoyance, sans condition d'ancienneté.

Le versement des indemnités journalières complémentaires intervient :

- après un délai de franchise de 3 jours en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- dès le premier jour en cas d'arrêt consécutif à un accident du travail, de trajet ou à une maladie professionnelle. »

Article 3

Le 1 de l'article 5 est modifié comme suit :

« 1. Conditions et modalités d'indemnisation

Agri-Prévoyance verse mensuellement aux salariés visés au 2 de l'article 1^{er} du présent accord une pension d'invalidité complémentaire ou une rente d'accident du travail complémentaire dès lors que ces derniers bénéficient au titre du régime de base :

- d'une pension d'invalidité de catégorie 2 ou 3 ;
- ou d'une rente d'accident du travail au taux d'incapacité au moins égal aux deux tiers.

La garantie incapacité permanente intervient dès la date de reconnaissance de l'incapacité permanente par le régime de base de la sécurité sociale. »

Article 4

Le deuxième alinéa du 2 de l'article 5 est modifié comme suit :

« Le salaire mensuel brut de référence est égal au 12^e des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

Article 5

Le a de l'article 6 est modifié comme suit :

« a) Montant

En cas de décès d'un salarié, Agri-Prévoyance verse à la demande du ou des bénéficiaires :

- un capital décès de base d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut ;
- majoré de 25 % par enfant à charge.

Le salaire annuel brut retenu pour calculer le montant du capital décès est celui qui correspond à 100 % du salaire brut total soumis à cotisations perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès ; en cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire mensuel moyen du salarié multiplié par 12 mois. »

Article 6

Le 1 de l'article 8 est modifié comme suit :

« 1. Taux, assiette, répartition des cotisations

Les cotisations servant au financement des garanties définies dans le présent accord sont assises sur la totalité des rémunérations brutes entrant dans l'assiette des cotisations du régime de base de la sécurité sociale.

Leur versement relève de la responsabilité des entreprises visées à l'article 1^{er} du présent accord.

Elles sont appelées pour les salariés définis au 2 de l'article 1^{er} et sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail	1,44	0,57 ⁽¹⁾	0,87
Invalidité	0,39	0,39	–
Décès	0,22	0,22	–
Total	2,05	1,18	0,87
Assurance des cotisations sociales patronales	0,21	0,21	–
Total	2,26	1,39	0,87
(1) Il est rappelé que la fraction de cotisation destinée à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail, soit 0,57 %, est à la charge exclusive de l'employeur.			

Les cotisations à la charge du salarié sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique "prévoyance" distincte des cotisations sociales obligatoires. »

Article 7

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2015. En cas de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* postérieurement au 31 décembre 2014, ces dispositions entreront en vigueur au premier jour du trimestre suivant ladite publication.

Article 8

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Fait à Saintes, le 23 juillet 2014.

(Suivent les signatures.)